

12.06.2014 – 17:00 Uhr

Travail.Suisse salue le rejet par le Parlement de la très nuisible initiative Ecopop

Bern (ots) -

Le Conseil national a rejeté aujourd'hui clairement l'initiative Ecopop. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses salue expressément cette décision. Avec sa limitation rigide de l'immigration, l'initiative favorise l'augmentation des rapports de travail précaires sur le marché suisse du travail et met en danger le développement de l'économie dans son ensemble.

Après le Conseil des Etats, le Conseil national a aujourd'hui aussi clairement rejeté l'initiative Ecopop. L'initiative demande une limitation rigide et très restrictive de l'immigration à 0.2 pour cent de la population résidente permanente par année. Une telle limitation met en danger les relations avec l'Union européenne et a des conséquences négatives sur le développement économique de la Suisse. Pour le marché du travail, cela se traduit par une augmentation des rapports de travail précaires et représente ainsi un danger pour les salaires et les conditions de travail des travailleurs et travailleuses.

Danger pour le marché du travail

L'initiative vise à une limitation de la population résidente permanente. Les frontaliers et les titulaires d'un permis de courte durée sont exclus de la limitation. Si l'initiative est acceptée, l'économie cherchera la main-d'oeuvre dont elle a besoin en particulier dans ces deux catégories. Les titulaires d'un permis de courte durée sont en particulier souvent occupés à des conditions de travail et à des salaires précaires. « Un accroissement du nombre des détenteurs d'un permis de courte durée, soumis à des conditions d'emploi précaires, renforce la pression sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salarié-e-s en Suisse » déclare Gabriel Fischer, responsable de la politique économique à Travail.Suisse.

Danger pour les accords bilatéraux

Le oui à l'initiative sur l'immigration de masse du 9 février a déjà créé une situation très délicate pour les relations avec l'Union européenne. Une acceptation de l'initiative Ecopop, encore plus rigoureuse, signifierait forcément la fin des accords bilatéraux. Les accords bilatéraux permettent une forte interdépendance économique entre la Suisse et l'Union européenne. Ainsi, 60 pour cent des exportations suisses vont vers l'UE et même 80 pour cent de nos importations en proviennent. Environ un tiers de nos places de travail dépendent de nos relations avec l'UE. Une situation aussi incertaine entre la Suisse et son partenaire commercial le plus important n'est pas dans l'intérêt de l'économie suisse et des travailleurs et travailleuses en Suisse.

Contact:

Gabriel Fischer, responsable du dossier de politique économique, Tél.
076/412.30.53, www.travailsuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100757540> abgerufen werden.